

Une victoire arrachée par la menace de grève ouvrière



Des centaines de milliers d'étudiants et de lycéens se sont mobilisés contre la loi Devaquet. Quand Chirac a senti le souffle de la classe ouvrière, il a cédé.

Jean Texier

Pour une grève générale contre les attaques antiouvrières anti-immigrés et antijeunes du gouvernement Mitterrand-Chirac!

8 décembre -- Le gouvernement a pris une gifle magistrale! Ce matin, Chirac a annoncé le retrait du projet Devaquet, puis du projet Monory. Pour arracher cette première victoire, il a fallu qu'un million d'étudiants et de lycéens descendent dans la rue. Et ils ont payé un lourd tribut: deux étudiants, Patrick Berthet et François Rigal, grièvement blessés, et Malik Oussekiné, assassiné par les flics dans la nuit du 5 au 6 décembre.

Pourquoi le gouvernement a-t-il fait marche arrière? Le 4 décembre, face à une gigantesque manifestation des étudiants, il leur a dit "merde" et a lâché ses CRS contre les manifestants pacifiques rassemblés sur l'esplanade des Invalides. Depuis, il n'a fait que multiplier les provocations policières. Mais ce gouvernement réactionnaire est bien instable. Il a visiblement été effrayé par l'appel des syndicats ouvriers à la grève et à la manifestation du mercredi 10.

Ce gouvernement a peur de la classe ouvrière. Et Chirac-Pasqua de lancer une chasse aux sorcières anticomuniste et raciste contre les "agitateurs étrangers". Cette campagne leur a pété au visage! Le gouvernement Mitterrand-Chirac, accumulant les "bavures", ne peut que rappeler (toutes proportions gardées) le tsarisme russe, victime, comme disait Trotsky, "de la dialectique historique qui prive de raison les institutions périmées et condamne

leurs défenseurs à toutes les malchances".

Aujourd'hui, nous répétons encore l'avertissement de notre tract du 30 novembre: "La réaction cherche à gagner du temps, mais elle prépare sa revanche." Son programme -- une peur haineuse et meurtrière de la jeunesse -- a été exprimé de façon crue par l'immonde Pauwels du *Figaro Magazine*, qui parlait des "jeunes atteints d'un SIDA mental". Après Malik (et Pasqua-Pandraud couvrent ses assassins), seule la crainte d'une explosion sociale a momentanément freiné les flics meurtriers. Le Pen continue de dénoncer la "capitulation" de Chirac. Abolition des CRS et des autres groupes paramilitaires de l'Etat bonapartiste! Il faut des mobilisations ouvrières de masse pour balayer la pègre fasciste!

Exit Devaquet, mais il y aura d'autres lois pour renforcer la ségrégation sociale et raciale à tous les niveaux du système scolaire. Pour une université ouverte à tous, libre, gratuite et de qualité, c'est le capitalisme et ses administrateurs-gouvernants qu'il faut remettre en cause.

En témoignent les étudiants espagnols et italiens qui, eux, luttent contre les gouvernements "socialistes" qui appliquent aux universités les mêmes mesures de sélection.

Les manifestants étudiants ont reçu le traitement de choc jusque là réservé aux immigrés dans la chiraquie, et, avant elle, sous le gouvernement de "gauche" de Mitterrand. Ce n'est pas un hasard si c'est Malik Oussekiné qui a été battu à mort; la mort d'Abdel Benyahia, tué par un flic à Pantin le vendredi 6 décembre, tout comme les horribles incendies criminels dans le XXème arrondissement de Paris contre les familles immigrées sont également de monstrueux avatars de la vague de terreur raciste qui gangrène ce pays. La journée de mercredi doit être une puissante riposte contre tout le système de ségrégation raciale. Halte aux expulsions de Mitterrand-Chirac! Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille! Brigades syndicats/immigrés d'autodéfense contre la terreur raciste!

En maintenant son projet de loi

et en le défendant à coups de matraque, le gouvernement risquait fort de mettre le feu aux poudres. Mais son recul ouvre de nouvelles perspectives pour la classe ouvrière et pour les opprimés. *Ce gouvernement réactionnaire peut et doit être battu!* Le vieux slogan de Mai 68 reste encore plus actuel que jamais: ce n'est qu'un début, continuons le combat! La grève de protestation de mercredi peut être l'occasion pour la classe ouvrière de montrer sa puissance et de rassembler ses forces pour préparer une riposte à ce cauchemar de chômage, de terreur policière et de préparatifs bellicistes. A cette fin, il faut des assemblées générales des travailleurs pour permettre un large débat sur le programme pour le pouvoir aux ouvriers.

Face aux projets gouvernementaux de régression sociale, à sa terreur raciste et à ses tentatives policières de mettre au pas la population, la lutte syndicale "normale" ne suffit plus. Il faut une vraie grève générale qui arrête les usines, les ports, les aéroports, tous les transports, partout

Suite page 2

Forgeons un parti bolchévique! Pour un gouvernement ouvrier!

Grève générale...

Suite de la page 1

en France! Une grève qui doit être protégée contre les briseurs de grève et les flics par des détachements d'autodéfense ouvrière. Une telle grève poserait inévitablement la question du pouvoir et la nécessité d'en finir avec le chaos économique du capitalisme, en instaurant un véritable gouvernement ouvrier.

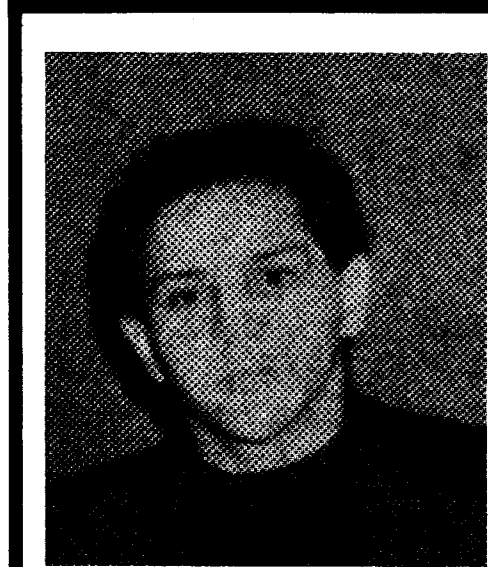
Surtout, sous peine de déchéance, la classe ouvrière ne peut pas accepter de voir sa plus grande partie transformée en miséreux, vivant des miettes d'une société en décomposition: le capitalisme qui jette de plus en plus de travailleurs productifs au

Est-ce possible? L'exemple de Mai 68 montre que oui. L'essentiel, ce n'était pas les barricades du quartier Latin, bien qu'elles aient servi d'étincelle, mais les dix millions de travailleurs en grève non pas pour quelques francs de plus -- ce genre de lutte est assez habituel sous le capitalisme -- mais (l'ampleur du mouvement, les occupations d'usines, la floraison de drapeaux rouges et de mots d'ordre politiques le prouvent) pour en finir avec le régime gaulliste. Le sentiment diffus anticapitaliste ne s'est pas traduit par des organes de double pouvoir, pour une large part à cause de la résistance acharnée de la direction traître du PCF qui a tout fait pour canaliser, saboter et étouffer le mouvement. Il n'y avait pas de parti bolchévique

qui imposaient leur état de siège au quartier Latin.

Non content d'avoir tué Malik, l'appareil d'Etat de la bourgeoisie cherche maintenant à l'enterrer sous un flot de mensonges, pour couvrir son crime raciste et faire passer l'assassinat pour la défaillance d'une sorte de "grand malade": "maladie cardiaque", "opéré à plusieurs reprises" -- le procureur de la République ira même jusqu'à nier la présence de lésions cérébrales et de fractures, alors que des millions de personnes ont vu à la télévision son visage tuméfié, sommairement pansé, pendant que les secouristes oeuvraient désespérément, et vainement, à le réanimer.

Aujourd'hui, des dizaines de milliers de personnes ont participé dans tout le pays à des manifestations de deuil et beaucoup ont sans doute ressenti que le meilleur hommage à rendre à Malik était de continuer la lutte. Il faut tirer la leçon de la mort de Malik: l'Etat bourgeois et son bras armé, les flics, ne sont pas neutres. Ce sont les instruments de la brutale oppression de classe de la bourgeoisie, que seule la révolution ouvrière balayera.



Sipa Press

MALIK OUSSEKINE
22 ans

Dans la nuit du 5 décembre, Malik Oussekiné, étudiant de 22 ans, a été battu à mort par les flics de Chirac-Mitterrand. Ce crime a provoqué une vague d'indignation dans presque toute la population, choquée par les images de ces sinistres brigades de motards

rebut. Face à la crise, il n'y a qu'une seule solution: la répartition du travail entre toutes les mains ouvrières, et la détermination sur cette base de la longueur de la semaine de travail, et sans perte de salaire. C'est l'échelle mobile des heures de travail. Contre les critères de rentabilité capitaliste, nous défendons l'existence physique même de notre classe; si le capitalisme pourrissant est incapable de réaliser ces revendications, qu'il périsse!

Quand on lutte pour le pouvoir, il faut des instruments de combat: un parti, des syndicats, ultérieurement des soviets -- des conseils ouvriers. Il faut lutter avec acharnement pour que les ouvriers reprennent le contrôle de leurs syndicats sur la base d'un programme révolutionnaire, et créer dans la lutte les organes (comités de grève, comités d'usine) regroupant des couches plus larges de travailleurs.

La clé, c'est une direction révolutionnaire -- un parti léniniste, trotskyste, d'avant-garde. Aujourd'hui, cette direction révolutionnaire n'existe pas encore, mais cela ne veut pas dire qu'une grève générale doit être repoussée aux calendes grecques. Plus large sera son développement, plus complet sera le rejet des dirigeants traîtres et opportunistes, et plus difficile sera pour la réaction bourgeoise de passer à l'offensive pour briser les reins du mouvement ouvrier. Plus vite aussi viendra l'étape décisive de la lutte. Et c'est dans le processus de la lutte que se forgera la direction révolutionnaire.

Des organes de double pouvoir -- comités de grève, comités d'usine, piquets de masse devenus des détachements d'autodéfense ouvrière et ensuite des milices ouvrières -- seront la base pour un véritable gouvernement ouvrier. Voilà la seule alternative réaliste -- la reconstruction socialiste de la France (et de l'Europe entière!) -- à un nouveau cycle de fronts populaires, des gouvernements de collaboration de classe qui ne font qu'ouvrir les portes à la réaction.

pour prendre la tête de ce soulèvement; les directions réformistes traditionnelles de la classe ouvrière ont pu détourner le mouvement vers la création d'un nouveau front populaire: l'union de la gauche.

Mai 68 était bien une situation pré-révolutionnaire. Depuis, le pourrissement du capitalisme n'a fait qu'empirer. Les luttes de classe de grande envergure ne deviendront que plus féroces. La grève héroïque des mineurs britanniques, qui a duré onze mois, n'est qu'un exemple. Cette grève a ébranlé le gouvernement Thatcher dans une Grande-Bretagne littéralement ravagée par la crise. Mais tout le pays était politisé par cette grève; les femmes des mineurs ont joué un rôle central et les jeunes des minorités opprimées (noire et asiatique) ont protégé les mineurs contre les flics (les mineurs leur rendant le même service). Encore une fois, il leur manquait un parti bolchévique capable de jouer le rôle de tribun du peuple, de souder tous les opprimés autour de la classe ouvrière et d'arracher la base ouvrière du Parti travailliste à sa direction traître.

L'horreur de l'oppression capitaliste sous son masque "démocratique" est de plus en plus évidente. Après près de trois mois de campagne "antiterroriste" -- mot de code pour l'antisoviétisme --, dans les manifestations étudiantes a retenti le mot d'ordre "Pasqua, terroriste!" Il faut s'opposer à la croisade antisoviétique de ce "monde libre" qui vise tout simplement à reconquérir à l'esclavage impérialiste le bloc soviétique. Les économies collectivisées et planifiées de ces Etats représentent des acquis sociaux prolétariens, en dépit du régime stalinien bureaucratique, qui doivent être défendus contre la campagne impérialiste belliciste et contre toute tentative de restauration capitaliste. Pour nous, révolutionnaires, l'ennemi principal est dans notre propre pays!

Une telle perspective internationaliste est d'une nécessité brûlante

LO-LCR - L'"apolitisme" dernier refuge des losers

8 décembre -- "Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé." Les militants de la Ligue trotskyste à l'université ont fait leurs ces mots du Manifeste communiste de Marx et Engels.

Par contre, ce qu'on appelle (encore) l'"extrême gauche" camoufle le plus soigneusement possible son drapeau pour se faire les ardents gardiens de l'"apolitisme" du mouvement de révolte étudiant qu'elle sait être objectivement profondément politique. C'est-à-dire, en fait, LO, la LCR-JCR et autres Assouline -- qui ont voté Mitterrand en 1981 -- se font les larbins de l'UNEF-PS qui a interdit la "politique" pour tenir le mouvement sous son contrôle et sa ligne social-démocrate et se refaire une virginité pour les élections de 1988. Là est la manipulation. Pas dans la présentation ouverte de son programme, comme l'ont fait nos camarades, pour se faire mandater dessus en assemblée générale par les étudiants en lutte. Laisser le mouvement sans perspective politique, c'est l'affaiblir, laissant en fin de compte aux matraques des CRS le soin d'ouvrir les yeux des jeunes. Et, en s'obstinant à ne pas avancer d'autre revendication que "Retrait de la loi Devaquet" et à refuser d'armer programmatiquement la lutte, ils sabotent, face à la tentative de Chirac de désamorçage, les chances que la lutte puisse continuer contre les attaques anti-jeunes, anti-immigrés et anti-ouvrières du gouvernement bourgeois.

C'est LO qui a codifié le plus clairement la capitulation de l'"extrême gauche". "Se fondre dans le mouvement" était la consigne donnée le 28 novembre dernier

du haut de la tribune du Cercle Léon Trotsky à Paris, à ses militants par une dirigeante de LO qui poursuivait: Nous n'avons aucune revendication spécifique à avancer; nous ne cherchons pas à politiser: les matraques policières feront le travail. La direction actuelle de la coordination est démocratique, nous n'avons rien à ajouter, etc. Avec son habituelle méfiance dans la capacité des masses, LO craint que le mouvement casse si le niveau de conscience politique s'élève. A Lyon, un groupe de lycéens avait confectionné des affiches disant: "CRS = SS" et "Contre Devaquet -- Contre Pasqua -- Contre Chirac -- Contre Mitterrand -- A bas la bourgeoisie!" Les militants de LO, organisateurs de la manifestation, les ont immédiatement déchirées pour les remplacer par "Coordination du Lycée La Martinière". A Rouen, lors d'une manifestation spontanée à la nouvelle de l'assassinat de Malik Oussekiné, des éléments du PS arrachèrent les pancartes portées par nos camarades et tentèrent de nous interdire de scander les mots d'ordre. Ni la LCR ni LO n'ont bougé. Plus tard, quelques militants de LO sont venus nous expliquer: Oui, cette lutte est politique, mais il ne faut pas le dire, car cela briserait l'unité du mouvement.

Nos militants ont, eux, souligné depuis le début les véritables enjeux. Ils ont posé dans les AG étudiantes le problème de la terreur raciste, des TUC esclavagistes, de l'austérité capitaliste, de la mise au pas de la jeunesse en vue de la guerre contre l'URSS. Ils ont cherché, comme dit Lénine, ("Le mouvement étudiant et la situation politique actuelle", Oeuvres, tome 15), à "expliquer à la masse de protestataires 'académiques' la signification objective de ce conflit, d'essayer de transformer leur mouvement en mouvement politique conscient [...]".

quand le capitalisme, dans sa crise, s'acharne contre la classe ouvrière et sa partie la plus vulnérable -- les immigrés --, cherchant à mettre au pas la population dans ses préparatifs de guerre contre l'URSS. Contre les sociaux-démocrates du PS et les réformistes du PCF, tous deux

responsables pour le sale boulot du front populaire de 1981-86, comme pour d'autres fronts populaires auparavant, il faut une nouvelle direction révolutionnaire. Nous voulons forger ce parti bolchévique parce que nous voulons un Mai 68 qui, cette fois, aille jusqu'au bout!

"Casseurs" -- La piste mène à la préfecture

8 décembre -- Ce qu'il faut bien appeler "l'opération casseurs" était destinée à alimenter les colonnes à scandales de la presse mercenaire pour masquer la sauvagerie policière et justifier de nouvelles attaques. Cette opération a échoué misérablement. Un reportage de TF1 à heure de grande écoute a rendu publics des faits révélateurs. Dans l'après-midi du 4 décembre, un officier CRS laissant passer un commando des fascistes du GUD que l'on va retrouver toute la soirée et toute la nuit jouant leur rôle sinistre de provocateurs. Ailleurs, un individu louche, jouissant à l'évidence de la mansuétude des flics, balançant pavés sur pavés. D'autre part, un journaliste de l'AFP affirmant avoir vu samedi soir, devant l'Hôtel de Ville, un groupe d'individus casqués sortir de la mairie et traverser tranquillement les cordons de CRS.

Dimanche après-midi, quelques heures avant le fameux journal télévisé de TF1, Pasqua a éructé contre "les professionnels de la déstabilisation, gauchistes et anarchistes de tout

poil et de toutes nationalités". Cette tentative de ressusciter la campagne raciste et anticommuniste "antiterroriste" est devenue un objet de ridicule au niveau international.

Il faut souligner qu'il n'y a pas eu en Mai 68 de pillage du genre de celui de samedi soir. Et les CRS ont laissé faire pendant deux heures. Nous assistons au retour de méthodes éprouvées de la provocation que nous n'avions pas vues depuis mars 1979, quand, parmi les "casseurs" à la fin de la manifestation des sidérurgistes se trouvaient... des vigiles à la solde d'une société de gardiennage. La main-d'oeuvre pour ce genre d'affaire n'est pas bien difficile à trouver étant donné la symbiose qui existe entre la police et la fange de la société.

Tout cela ne fait que souligner les dangereuses illusions de la direction social-démocrate étudiante qui s'en est remis largement à la bonne volonté de la police, comme s'est plu à le souligner la presse "respectable".

Mitterrand - Cinq ans de sale boulot

"Pasqua, Monory, on n'est pas au Chili!", scandaient vendredi dernier des manifestants, criant leur rage devant la bestialité des CRS de Chirac. Mais un tel mot d'ordre va plus loin. Si Chirac n'est certes pas Pinochet, ces régimes ont eu tous deux le chemin pavé par des gouvernements de front populaire, respectivement la "gauche" derrière Mitterrand et l'*Unidad Popular* d'Allende. Ces coalitions entre des partis ouvriers réformistes et des politiciens et partis bourgeois, en enfermant le prolétariat dans le carcan de la collaboration de classes, forment un obstacle aux luttes ouvrières, démobilisent et démoralisent les travailleurs, tout en mécontentant la petite-bourgeoisie et la rejetant dans les bras d'un Chirac ou, pire, d'un Pinochet ou encore d'un Le Pen. Juste après les élections de 1981 -- où nous avions appelé à ne pas voter Mitterrand -- nous écrivions dans le *Bolchévik* de juin 1981: "Les travailleurs n'ont pas à faire les frais d'une 'austérité de gauche' en serrant les dents, soumis au chantage de la perspective du retour de la droite au pouvoir. L'issue est dans la mobilisation des travailleurs indépendamment du front populaire, ou plus exactement contre le front populaire."

Et aujourd'hui que la bourgeoisie tremble à l'idée d'un nouveau Mai 68, les sociaux-démocrates et leurs suivistes d'"extrême gauche" cherchent à profiter de la colère des étudiants et lycéens contre Chirac pour remettre sur pied, autour du PS, un nouveau front populaire. Mais ce n'est pas chose aisée que de refaire pour l'occasion une virginité à ce vieux politicien au service de la bourgeoisie qu'est Mitterrand. Ministre de la "Justice" dans le front populaire de Guy Mollet qui déclencha en 1956 la sale guerre d'Algérie, il reste à jamais éclaboussé du sang des Algériens et du communiste Fernand Yveton, arrêté, torturé et guillotiné en mars 1957. Tout comme il restera éclaboussé du



Les CRS de Mitterrand paradant en janvier 1984 devant l'usine Talbot-Poissy.

Sygyra

sang d'Eloi Machoro et du pacifiste de Greenpeace. Ces cinq ans de gouvernements de "gauche" sont trop frais à la mémoire pour oublier leur politique résolument antiouvrière, anti-immigrés et antisoviétique. Mitterrand n'a pas été un "moindre mal" et encore moins une "victoire" pour les travailleurs, comme ont osé le faire croire les capitulars du PCF, du PCI ou de la LCR. Comme le confiait avec cynisme Fabius lors de la campagne électorale: "C'est à nous qu'est revenu de faire le 'sale boulot'."

Mitterrand a gagné les élections de 1981 grâce d'abord au soutien de la direction du PCF qui, pour quatre strapontins, dut boire jusqu'à la lie le poison antisoviétique de Mitterrand et jouer les gardes-

chiourme dans les entreprises. Cet antisoviétisme virulent -- bien plus que celui de Giscard -- permit alors au PS de bénéficier de la neutralité de Chirac au deuxième tour (tout comme il a permis depuis mars 86 de maintenir la "cohabitation"). Après l'inévitable faillite de la "relance" économique, la "gauche" s'est lancée dans une politique d'austérité encore plus féroce que celle de Giscard-Barre, brisant à coups de CRS les ripostes engagées dans la sidérurgie, l'automobile ou les chantiers navals, pendant que les directions syndicales réformistes cherchaient à limiter ces luttes à de simples pressions sur un gouvernement en fait bourgeois. La direction de la CGT cassa même ouvertement la courageuse grève

des immigrés de Talbot en 1984 -- une grève qui aurait pu être le signal d'une grève générale contre l'austérité. De plus, en dénonçant comme des "fanatiques islamiques" les grévistes maghrébins de Flins, le premier ministre Mauroy déclençait une violente campagne raciste qui provoqua une vague de terreur anti-immigrés meurtrière. Sans oublier les honteux camps de rétention-concentration et la déportation des "illégaux". Il y a un précédent au "charter Pasqua" qui expulsa en octobre dernier 101 Maliens: le "charter Joxe-Mitterrand" qui, le 17 juillet 1985, expulsa 150 immigrés.

Mitterrand a aussi tenu ses promesses antisoviétiques. Il a réaffirmé bien haut le rôle traditionnel de l'impérialisme français comme gendarme de l'Afrique face à la "subversion communiste", n'hésitant pas un instant à envoyer l'armée au Tchad dans une guerre néo-coloniale contre Kadhafi, le soi-disant "pion" de Moscou dans la région. Et pendant qu'il renforçait la force de frappe tournée contre le bloc soviétique, Mitterrand jouait en Europe les fers de lance de la campagne de guerre de Reagan, soutenant l'installation des euromissiles et déclenchant en France une hystérie antisoviétique à propos de la Pologne. Ce climat d'anticommunisme forcené et de pogroms racistes, ajouté à la démobilisation de la classe ouvrière et au mécontentement de la petite-bourgeoisie, profite aujourd'hui à la droite revancharde et à un Le Pen dont les bandes fascistes ressortent dangereusement renforcées par le passage de la "gauche" au gouvernement.

Il faut arrêter le cycle infernal front populaire/réaction. La classe ouvrière ne pourra jamais vaincre si à sa tête se tiennent des officiers de l'armée ennemie. La clé pour réaliser l'indépendance de classe du prolétariat est dans la construction d'un parti léniniste-trotskyiste luttant pour la prise révolutionnaire du pouvoir et l'instauration d'un gouvernement ouvrier.

Incendies...

Suite de la page 4

Flics hors des quartiers immigrés! Des patrouilles ouvrières intégrées dans les quartiers immigrés seraient certainement plus efficaces pour arrêter le bras criminel des racistes que les racistes en uniformes de police.

Les gadgets réformistes, comme: "toutes les mesures nécessaires pour que la lumière soit faite sur ces affaires" proposé par "Nous Rescapés de ces incendies, associations du 20ème" derrière lequel nous trouvons

les militants de la LCR, ne servent à rien. Pensez-vous que le gouvernement va enquêter ou chercher les meurtriers quand il couvre toutes les "bavures" de sa police? Ecoutez le père d'Abdel Benyahia, 20 ans, tué le vendredi 5 décembre par un flic dans un bar: "Je n'ai même pas été averti officiellement de la mort et des raisons de la mort de mon fils. [...] On nous traite comme des chiens. [...] Et pourtant ça fait trente-trois ans que je travaille ici, en France. [...] Quand je suis arrivé ici, à La Courneuve, il n'y avait rien. C'est nous les immigrés qui avons construit tout ça, non?" (le *Parisien*, 8 décembre).

Exclus des écoles maternelles par les maires d'extrême droite, isolés dans les ghettos géographiques, les "immigrés" et leurs enfants sont très vulnérables aux attaques fascistes et racistes. Venger les victimes de la terreur raciste et supprimer définitivement l'oppression raciale est la tâche du prolétariat en lutte pour renverser tout ce système capitaliste pourrissant. Comme le disait Friedrich Engels, le plus proche collaborateur de Karl Marx, dans sa brochure de 1872, *la Question du logement*: "Les foyers d'épidémies, les caves les plus immondes, dans lesquelles nuit après nuit le mode de production capitaliste enferme nos travailleurs ne sont pas éliminés, mais seulement... déplacés! La même nécessité économique les fait naître ici comme là. Et aussi longtemps que subsistera le mode de production capitaliste, ce sera folie de vouloir résoudre isolément la question du logement ou tout autre question sociale concernant le sort de l'ouvrier. La solution ne réside que dans l'abolition de ce mode de production, dans l'appro-

priation par la classe ouvrière elle-même de tous les moyens de production et d'existence" (Marx-Engels, *Oeuvres choisies*, tome 2).

Nanterre...

Suite de la page 4

démagogique. Il a été plus ou moins rejeté par les étudiants parce que c'était au sommet de la vague anti-politique et donc les étudiants ont un peu rejeté Cohn-Bendit pour être trop politique. Et ça c'était assez négatif. Mais en revanche, le discours était démagogique confondant l'extrême droite et l'extrême gauche, disant que tous ces gens-là n'avaient pas changé, invitant les fascistes à venir discuter à la tribune. On s'est retrouvés encore une fois les seuls à faire un scandale sur ses assimilations extrême droite-extrême gauche, sur le fait que les fascistes ne devaient avoir aucune tribune. Notamment on a rappelé le fait que Cohn-Bendit en Allemagne avait débattu avec des fascistes. Il y avait quelque chose de très frappant dans ce débat: c'est que généralement Cohn-Bendit a posé, alors que personne ne voulait poser cette question, a posé la question russe. Evidemment, c'est parce que Cohn-Bendit est anticommuniste notoire. Il a dit, par exemple, que si les démocraties des Etats-Unis ou d'Europe annulaient la dette extérieure des pays dans le tiers-monde..., et des choses comme ça, en faisant croire que les impérialistes américains, français pouvaient avoir une politique démocratique avec les pays qu'ils dominent et qu'ils exploitent. Alors nous justement

on a rappelé le Nicaragua, ce qu'était la démocratie de Reagan avec les *contras* et que finalement cette sainte-alliance antisoviétique allait des sociaux-démocrates jusqu'à l'UNI sur cette question-là. Cohn-Bendit nous a attaqués en nous disant que nous étions contre l'UNI mais que nous-mêmes nous défendions l'Armée rouge en Afghanistan. A ce moment-là devant une caméra de télévision et devant une salle très, très hostile on a scandé "Salut à l'Armée rouge en Afghanistan" pour bien montrer quel était notre côté.

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimbault, Fred Zerah. REALISATION: Jocelyne Melies. DIFFUSION: Wolf Söler. DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cedex 10

Imprimerie: Gaspard-Monge 4, rue Bapst, 92600 ASNIERES

Commission paritaire: n° 59267

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

LE BOLCHEVIK

Abonnez-vous!

30F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40F (par avion: 60F)
Etranger: mandat poste international

NOM: _____

TEL: _____

ADRESSE: _____

Le Bolchévik: B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10

POUR CONTACTER LA LTF:

● Paris: Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, Tel: 42 08 01 49
● Rouen: M. Benoît, BP 817, 76009 Rouen Cedex, Tel: 35 71 20 86
● Lyon: M. Delalandre, BP 7104, 69353 Lyon Cedex 07, Tel: 78 58 62 17

"Le Bolchévik" à Nanterre:

"Pour un Mai 68 qui va jusqu'au bout!"

Nous publions ci-dessous une interview de deux de nos camarades étudiants à la faculté de Nanterre.

LB: Tu viens d'intervenir en tant que militant de la Ligue trotskyste dans cette assemblée générale, est-ce que tu peux me dire quelles ont été l'activité et l'intervention de la Ligue trotskyste à Nanterre pendant la grève?

Didier: On s'est battus depuis le début contre le cadre corporatiste qui était donné par la direction de l'UNEF-ID et également de toute l'"extrême gauche" qui était dans le comité de grève. On s'est battus, nous, pour élargir le débat politique; notamment donc on refusait le statu quo des privilèges à l'université qu'imposaient les bureaucrates de l'UNEF-ID quand ils disaient: on se bat contre la loi Devaquet, point. Nous, on voulait que les étudiants ne se battent pas simplement contre la loi Devaquet, mais qu'ils se battent aussi par exemple contre les expulsions en montrant que finalement la loi Devaquet c'est une loi parmi tout un ensemble de mesures qui touchent la classe ouvrière et les immigrés et que ce renforcement de la sélection ça correspond à ça: que Chirac veut une jeunesse qui pense comme l'UNI, "bien pensante" etc.

LB: Comment a réagi la direction officielle du mouvement?

Didier: On a été censurés à maintes reprises, des magouilles pour nous empêcher de parler à la tribune, y compris des magouilles qui étaient faites aussi bien par des membres de la LCR jusqu'au PS, enfin du PS jusqu'à la LCR. Il y avait eu une matinée une attaque du GUD à la Sorbonne, nous avions proposé à l'AG de faire une mobilisation des étudiants de Nanterre et protéger la Sorbonne. Or, les sociaux-démocrates voulaient simplement envoyer une délégation d'une dizaine d'étudiants au grand maximum à la Sorbonne et en règle générale ce qu'ils cherchaient à faire c'était de substituer leur service d'ordre "national" à des mobilisations de masse contre les fascistes. C'était une question trop brûlante et trop politique et ils voulaient absolument éviter que les étudiants se mobilisent contre les fascistes.

LB: Et politiquement comment s'explique cette attitude vis-à-vis de la LTF de la part de cette direction?

Didier: C'était la sainte-alliance anticommuniste et antisoviétique, je crois, qui a soulevé tout ça, tout le comité de grève contre nous.

LB: Et que s'est-il passé avec l'UNI?

Didier: Justement le consensus anticommuniste, tu voyais que finalement c'est ce qui permettait aux sociaux-démocrates de chercher à laisser la tribune à maintes reprises aux fascistes de l'UNI, alors que nous on s'est battu pour qu'ils n'interviennent pas et la plupart du temps avec succès. On se battait y compris aussi pour les virer de la fac.

LB: Est-ce que tu peux me parler un peu de la propagande de la Ligue trotskyste? Qu'est-ce que nous avons fait sur la fac? Est-ce qu'on vend des journaux?

Pascale: On vend de plus en plus au fur et à mesure que la tension évolue à toute allure, quand les gens se font matraquer ils commencent à réfléchir un peu à qu'est-ce que ça veut dire un Etat bourgeois.

LB: Tu peux me donner des exemples qui montrent comment la conscience des étudiants a progressé au cours de cette lutte.

Didier: Au départ, nos interventions étaient très fortement sifflées, on avait beaucoup de mal à intervenir parce que le mouvement était effectivement très, très droitier, c'était

Devaquet, et on ne prononçait pas le mot "politique", aucun mot politique, c'était tabou. Et puis, au fur et à mesure que la grève a continué et que les étudiants se sont mobilisés, ils ont pris conscience qu'en face d'eux c'était un gouvernement, que c'était un Etat, de ce que c'était que des flics, etc. On a des étudiants, qui même au départ nous sifflaient, et sont plus tard venus nous voir en nous disant: Finalement vous aviez raison, le comité de grève c'est pourri, c'est que des magouilleurs, ils veulent juste un truc limité, ça ne nous intéresse pas. Et on a eu à plusieurs reprises des étudiants qui venaient nous voir, qui venaient nous applaudir, qui venaient nous encourager. Même encore ce matin, des étudiants, qui attendaient qu'on fasse un tract dans la matinée, étaient un peu frustrés qu'on n'ait pas sorti de tract sur Nanterre ce matin.

LB: Combien avez-vous sorti de tracts?

Pascale: Sur la grève, on a dû en sortir trois ou quatre.

Didier: Avec celui du 21 octobre où tout a commencé, avec la propagande autour du projet Devaquet, c'est le cinquième je crois.

LB: Comment c'est reçu par les étudiants?

Pascale: Les gens attendent nos tracts, parce qu'on a fait un boulot depuis le début de l'année de telle sorte qu'on est de plus en plus connus. Les gens gardent nos tracts et puis comme ils ont vraiment un contenu programmatique ils le lisent jusqu'au bout. Ils viennent chercher le tract, ils n'attendent pas qu'on le distribue. Comme à la manif de jeudi et de samedi.

LB: Quand tu dis que votre intervention commençait depuis le début de l'année universitaire, à quoi tu penses précisément?

Pascale: Je pense à la campagne, au rassemblement contre les expulsions, contre la venue de Botha et au tract qu'on a diffusé là-dessus qui a beaucoup intéressé les gens, surtout qu'on faisait une polémique contre le PC. On intrigue beaucoup quand on met sur la table de vente "L'impérialisme se sert du terrorisme criminel pour mettre au pas la population", "Salut à l'Armée rouge en Afghanistan".

Didier: Ce qui est sûr, c'est que finalement on a polarisé la faculté de Nanterre, à maintes reprises, notre table de littérature avec les panneaux a été l'occasion de débats dans le couloir et aussi cela nous a permis de vendre énormément de journaux, on a vendu près d'une centaine en deux semaines à Nanterre.

LB: Est-ce que les étudiants sont vraiment apolitiques?

Didier: Oh là là! Je crois que ce mot, on ne l'utilise plus depuis quelques jours.

Pascale: Il y en a très peu maintenant, qui viennent nous parler d'apolitisme.

LB: Et l'attitude vis-à-vis de Mitterrand?

Pascale: Pour l'instant les étudiants ne parlent pas de Mitterrand, même si le niveau de conscience a évolué et s'ils ne parlent presque plus de la loi Devaquet dans les manifestations; on voit quand même des mots d'ordre du style "Hier ils virent les immigrés, aujourd'hui ils tuent les étudiants", "Ce gouvernement, ça suffit!". Mais ils ne parlent jamais de Mitterrand, ils parlent de Chirac, Pandraud, Pasqua, etc. Mais il n'y a que la CGT qui a parlé de Mitterrand dans la manifestation de deuil de samedi.

LB: Et nous, comment on intervient sur la question de Mitterrand et de l'union de la gauche?

Didier: On a voulu montrer surtout une chose, c'est que Mitterrand avait

préparé la voie à Chirac, que la loi Devaquet ça ne tombait pas du ciel; il y avait eu les circulaires Joxe, la loi Savary, que finalement le gouvernement de gauche avait géré aussi loyalement le capitalisme français, pas simplement au niveau des étudiants, mais qu'il avait fait le sale boulot dans la classe ouvrière et vis-à-vis des immigrés, mais qu'aussi c'est lui qui avait commencé cette campagne antisoviétique horrible pendant cinq ans. Et aussi, mais on pose aussi la question différemment, c'est vers l'avenir: Qu'est-ce que vous attendez de cette mobilisation? Est-ce que vous voulez un nouveau Mitterrand? Est-ce que vous voulez un gouvernement qui expulse aussi comme il l'a fait pendant cinq ans? On a posé ces questions là.

Pascale: Et finalement on se rend compte que nous sommes l'alternative par rapport à tous les autres mouvements qui se réclament de l'extrême gauche et du trotskysme.

LB: Tu as occupé la fac de Nanterre avec les étudiants, comment se passait l'occupation? Est-ce qu'il y avait

des débats politiques, comme c'est toujours le cas en principe dans des occupations de fac?

Didier: Il y a une chose qui ressort de l'occupation: d'abord j'étais impressionné de l'organisation des étudiants sur place. Quand même, c'était pas mal fait. Je crois que ça a été l'occasion pour beaucoup d'étudiants de se rencontrer, de se découvrir, de discuter. C'est vrai que cette grève, ça resserrait un peu les liens entre les étudiants. Ça c'était une chose importante. Ceci dit, c'était aussi l'occasion de faire la fête. Je crois que les premiers jours ça passait bien, mais à la fin les étudiants en avaient marre de faire la fête aussi, ils ne voulaient pas gaspiller leur énergie, ils voulaient discuter politique. Il y avait une certaine frustration, c'est vrai, à la fin de l'occupation.

LB: Cohn-Bendit est venu à Nanterre, n'est-ce pas?

Didier: Cohn-Bendit est venu hanter les couloirs de Nanterre (je ne sais plus la date), il a fait son speech

Suite page 3



Les incendiaires racistes ont tué 19 fois rien que dans le XXème à Paris. Ici l'immeuble du 26 rue Gambetta dévasté dans la nuit du 3 septembre.

Incendies racistes à Paris

En pleine nuit: un ou plusieurs inconnus entrent dans un immeuble vétuste où dorment des familles immigrées, entassées dans de petites chambres. Ils arrosent la cage d'escalier avec de l'essence et y mettent le feu. L'immeuble s'embrase comme une torche. Les gens se jettent par les fenêtres ou sont brûlés vifs. Bilan de la dernière de ces atrocités horribles: le 5 décembre, deux morts, dont un enfant. Mais le sinistre total s'élève à 35, Grecs, Turcs, Indochinois, Africains, Maghrébins -- assassinés avec leurs bébés en 7 incendies depuis octobre 1985. La population dite "étrangère" à Paris doit se coucher chaque nuit avec la peur de ne pas voir l'aube.

Le racisme tue. Le racisme, ce n'est pas de mauvaises "idées", mais un système d'oppression spécifique étayé par la discrimination dans l'embauche et dans l'enseignement et par toutes les lois qui renforcent la ségrégation. Qu'il

s'agisse d'un psychopathe ou de fascistes organisés (comme ceux impliqués dans l'attentat raté contre les beurs de Toulon l'été dernier ou ceux qui ont assassiné un militant du PS pendant la campagne électorale de mars), l'oppression raciale qui rongé cette société et la ségrégation qui l'attise et qui est renforcée aujourd'hui par le nouveau "code de nationalité" scléroté rendent ce type de crimes inévitables.

Les incendies racistes ont provoqué une certaine indignation dans la presse et des petites manifestations de protestation. Mais ce qu'il faut c'est la mobilisation massive de la puissance de la classe ouvrière contre la terreur anti-immigrés. La classe ouvrière organisée -- française et immigrée -- doit faire sien la lutte pour les pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés! Brigades d'autodéfense syndicats/immigrés contre les fascistes!

Suite page 3